

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/05/2013
Publication : 24/05/2013

Pour l'"Autorité Compétente"
par délégation

Direction de l'Autonomie
Service Tarification
des Établissements Sociaux

Le Chef de Service

Nathalie MAILLOT

Colmar, le

ARRETE
Du 2013 00194 DESI
13 MAI 2013

Portant fixation du prix de journée 2013 du
Service de Mesures d'Investigation de Proximité (MIP) du Haut-Rhin

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 314-1 et suivants et R 314-1 à R 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, ainsi que ses articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le rapport CG-2012-6-4-2 approuvé en séance du 5 décembre 2012 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2013 ;
- VU** les propositions de l'établissement ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2013, les dépenses et les recettes prévisionnelles de Service de Mesures d'Investigation de Proximité (MIP) du Haut-Rhin sont autorisées comme suit :

Dépenses

Groupe I	34 510 €
Groupe II	345 966 €
Groupe III	60 815 €
Incorporation du résultat	<u>0 €</u>
Total des dépenses	441 291 €

Recettes

Groupe I	441 291 €
Groupe II	0 €
Groupe III	0 €
Incorporation du résultat	<u>0 €</u>
Total des recettes	441 291 €

ARTICLE 2 :

Le Prix de Journée applicable au Service de Mesures d'Investigation de Proximité (MIP) du Haut-Rhin est fixé à compter du 1^{er} mai 2013 à :

18,93 €

ARTICLE 3 :

Le prix de journée applicable au 1^{er} mai 2013 inclut le rattrapage de l'application du 1^{er} janvier au 30 avril 2013 du prix de journée applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 dans l'attente de la fixation du nouveau tarif.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officielle du Département.

LE PRÉSIDENT


Charles BUTTNER